



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **Appel à projets 2021**

Jardins partagés et collectifs

### Cahier des charges

<b>Ouverture du dépôt des candidatures à l'appel à projets</b>	<b>1er mars 2021</b>
<b>Clôture du dépôt des candidatures à l'appel à projets</b>	<b>12 avril 2021</b>

**Appel à projet organisé par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation.**

## 1. Contexte et objectifs de l'appel à projets

Lors de la période de confinement début 2020, lié à la crise du Covid 19, la question de l'accès à une alimentation locale, fraîche, saine et d'un coût abordable s'est particulièrement posée dans les zones urbaines et périurbaines. Les jardins partagés et collectifs existants ont permis de répondre à ces questions notamment pour des personnes rencontrant des difficultés économiques et sociales. Bénéficier d'un jardin partagé ou collectif est en outre favorable à la santé et au bien-être, en donnant l'occasion de sortir en plein air à proximité de son domicile, de sociabiliser avec d'autres habitants du quartier de toutes origines, d'exercer une activité physique relaxante, et de participer concrètement aux enjeux agroécologiques et climatiques. En donnant l'occasion aux citoyens de se confronter à des formes de production agricole, même à petite échelle, les jardins partagés ou collectifs permettent de créer du lien entre monde rural et urbain, en reconnectant les citoyens aux cycles du vivant.

Aussi, le plan de relance prévoit une mesure pour le développement des jardins partagés et collectifs.

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, qui est en charge du pilotage du volet « Jardins partagés et agriculture urbaine » du plan de relance, a souhaité engager un déploiement plus massif des jardins partagés ou collectifs dès le début 2021. Ce sont ainsi 17 millions d'euros qui sont fléchés dans le plan de relance pour le développement de jardins partagés ou collectifs (déjà existants ou à créer), dans les zones urbaines ou périurbaines, sur l'ensemble du territoire métropolitain ou ultramarin.

L'instruction des dossiers est réalisée au niveau des préfectures de département avec une coordination régionale par les DRAAF. Une enveloppe de **320 000 €** est allouée au département de **Seine-Maritime** pour des projets pouvant être déposés à partir du 1<sup>er</sup> mars 2021 jusqu'au 12 avril 2021.

Nota : Un second appel à projets pourra être mis en place dans le cas où l'enveloppe évoquée précédemment n'aurait pas été consommée dans sa totalité, lors du 1<sup>er</sup> appel à projets.

Par ailleurs, 13 millions d'euros sont affectés dans le plan de relance pour abonder l'appel à projets national « Les Quartiers fertiles » portant sur l'agriculture urbaine, lancé par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) dans les zones de rénovation urbaine<sup>1</sup>.

Ci-dessous sont présentées les orientations et les modalités d'instruction **des dossiers déposés au titre de l'appel à projets « Jardins partagés et collectifs »** mis en œuvre par les préfectures de département.

---

<sup>1</sup>Les projets éligibles à l'appel à projets "Les quartiers fertiles" doivent avoir une production marchande, ce qui n'est pas en général la vocation d'un jardin partagé ou collectif. Aussi, un projet portant exclusivement sur un jardin partagé ou collectif, dans une zone de rénovation urbaine, relève plutôt des appels à projets "Jardins partagés" et non pas de l'appel à projet « Les quartiers fertiles » lancé par l'ANRU. Par ailleurs, un même projet ne peut pas élargir à plusieurs mesures du plan de soutien dans le cadre de « France Relance ». Il conviendra le cas échéant, de présenter des projets distincts, où les dépenses financées sont différentes.

## 2. Champ de l'appel à projets

**Le présent appel à projet concerne des initiatives de jardins partagés ou collectifs qui visent la production de produits frais pour les habitants**

- La destination première du jardin partagé ou collectif est la production de fruits et légumes, productions animales (œufs, lait, viande, miel), destinées à la consommation humaine, conformes aux normes environnementales et sanitaires. Il peut aussi donner lieu à des productions horticoles et constituer un lieu d'agrément par un aménagement paysager pour ses usagers et riverains.
- Les productions n'ont pas vocation à être commercialisées et sont limitées à un usage familial, permettant aux habitants un accès à des aliments frais, sains, durables et à un faible coût, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés économiques et sociales.
- La participation des habitants à la vie du jardin (formations, conseils sur les bonnes pratiques, repas de quartier, expositions, projections, etc.) et la gestion du site font partie intégrante du projet. Il s'agit de soutenir un lieu de vie ouvert sur le quartier favorisant les liens avec d'autres structures (associations de riverains, écoles, collèges et lycées, maisons de retraites, hôpitaux, centres sociaux, commerces de proximité, projets alimentaires territoriaux ...), convivial, et facilitant les rencontres entre générations et cultures diverses.

**Les projets qui seront financés sont incités par ailleurs à tenir compte des enjeux de développement durable, de transition agroécologique et climatique, d'alimentation et de biodiversité, par exemple :**

- Prise en compte du sol et du climat : planter des variétés et essences adaptées au sol et au climat, pour répondre aux besoins alimentaires des habitants (plantes potagères, arbres fruitiers, ruches) ...
- Limiter les intrants : éviter les phytosanitaires de synthèse et engrais chimiques, favoriser le biocontrôle, recycler la matière organique par compostage...
- Économies d'eau : récupérer les eaux de pluie, irriguer sans excès en tenant compte des besoins des plantes...
- Limitation des émissions de gaz à effets de serre : privilégier le travail manuel du sol sans usage d'engins motorisés à moteurs thermiques, composter et recycler les déchets verts, produire de l'électricité verte sur site par installation de panneaux solaires ...
- Protéger l'environnement et la biodiversité : favoriser des pratiques respectueuses de l'environnement tant sur le site que pour le voisinage (nuisances sonores, olfactives, intégration urbaine), développer un couvert végétal et un milieu favorable à la biodiversité en milieu urbain (par exemple plantation de haies pour délimiter le site ou les parcelles) ...
- Favoriser les bonnes pratiques par un accompagnement dans la durée et une formation des habitants : conseiller les habitants/jardiniers par des accompagnateurs sur les pratiques agroécologiques, l'alimentation et la santé (cours de jardinages, cours de diététique et de cuisine pour la transformation des productions, lettres d'informations, conférences, conseils personnalisés, ...). Les accompagnateurs peuvent provenir du monde associatif, ou être élèves ou enseignants de lycées agricoles, jeunes en service civique...\*

### 3. Modalités de participation

#### ➤ Structures concernées

Les bénéficiaires des aides peuvent être des :

- Associations de jardins partagés ou collectifs (englobant jardins d'insertion, thérapeutiques, pédagogiques, de quartier, familiaux\* ...)
- Collectivités territoriales et leurs groupements ;
- Bailleurs sociaux publics ou privés.

\*Attention : les associations de jardins déclarés comme « familiaux » dont les articles L. 561-1 et R. 562-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime (CRPM) encadrent la création et les activités, sont soumis à un régime spécifique pour l'octroi des aides publiques, le projet devant notamment avoir une taille minimale d'1 ha <sup>2</sup>.

Une personne physique unique doit être désignée comme coordinatrice du projet. Celle-ci sera le point de contact privilégié de l'administration et se chargera de la transmission de l'ensemble des résultats du projet.

Si plusieurs acteurs se regroupent autour d'un même projet, alors la structure désignée comme porteuse du projet sera en charge de la coordination avec l'administration.

#### ➤ Dépenses éligibles

- 1) Investissements matériels (outils de jardinage, fourniture et pose d'équipements) et immatériels (prestations d'ingénierie, études de sols) ;
- 2) Possibilité de prestations annexes de formation, accompagnement du porteur pour aide au lancement et à la consolidation du projet ;
- 3) Le financement de dépenses de fonctionnement pérennes ou structurelles est exclu.

#### ➤ Composition du dossier

Le dossier comprend les éléments suivants :

- ✓ la présentation détaillée du projet et du candidat, selon le modèle détaillé dans l'annexe 1,
- ✓ la fourniture des pièces justificatives indiquées dans l'annexe 1,
- ✓ le budget prévisionnel du projet suivant le modèle figurant en annexe 2 ,
- ✓ la déclaration des aides d'État sur 3 ans, suivant le modèle de l'annexe 3.

---

2L'article R. 564-3 du CRPM fixe, entre autres, une condition de superficie des jardins pour le bénéfice des aides publiques : "*Toute création de jardins doit porter sur un ensemble de terrains d'au moins 10 000 mètres carrés. Tout agrandissement d'un ensemble existant doit permettre l'aménagement d'une superficie d'au moins 10 000 mètres carrés. Les opérations d'amélioration ne sont prises en considération que si elles concernent un ensemble d'au moins 10 000 mètres carrés. / Toutefois, à titre exceptionnel, le ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie peut dispenser certaines opérations de caractère expérimental de la condition de superficie minimale prévue ci-dessus*"

Ce dossier doit comprendre toutes les annexes indiquées et toutes les pièces justificatives demandées.

➤ **Dépôt des candidatures**

**Les dossiers de candidature peuvent être déposés à partir du 1<sup>er</sup> mars 2021 et jusqu'au 12 avril 2021.**

**Le dépôt des dossiers se fera de façon privilégiée via la plateforme [demarchessimplifiees.fr](https://www.demarches-simplifiees.fr) via le lien suivant :**

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/plan-relance-jardins-collectifs-et-partages>

Dans le cas où le porteur de projet est dans l'incapacité de saisir le formulaire via la plateforme évoquée ci-dessus, l'envoi du dossier de candidature est possible par courrier recommandé avec accusé de réception, cachet de la Poste faisant foi, à l'adresse suivante :

DDTM de Seine Maritime  
Service Economie Agricole  
Cité administrative, 2 rue St Sever  
BP 76001  
76032 ROUEN CEDEX

Ce dossier doit comprendre toutes les annexes indiquées et toutes les pièces justificatives demandées.

En cas de projets impliquant plusieurs partenaires, une seule candidature devra être déposée par la structure porteuse du projet.

Une structure peut présenter plusieurs projets.

Cependant, un même projet ne peut pas élargir à plusieurs mesures du plan de soutien dans le cadre de « France Relance ». Il conviendra le cas échéant, de présenter des projets distincts, où les dépenses financées sont différentes.

À défaut l'administration se verra dans l'obligation de demander le remboursement des financements éventuellement perçus.

## **4. Sélection des projets**

➤ **Critères d'éligibilité**

Sont éligibles les projets :

- D'intérêt général à but non lucratif s'inscrivant dans le champ de l'appel à projets détaillé au point 2 ;
- Dont le dossier de candidature est complet (voir composition du dossier en annexe 1) et transmis avant la date de clôture de dépôt des candidatures ;
- S'appuyant sur un ou plusieurs cofinancements (pouvant être des financements propres) ;
- S'inscrivant dans un délai maximal de réalisation d'une année à compter de la notification de subvention pour réaliser les travaux et déposer une demande de paiement ;

- Faisant preuve de la maîtrise foncière, de façon à pouvoir mobiliser les terrains ou bâtiments nécessaires au déploiement du projet de jardin partagé ou collectif (convention d'occupation, courrier du propriétaire autorisant les travaux, bail de location, titre de propriété) et situé en zone urbaine ou périurbaine.

#### ➤ **Critères de sélection**

Les candidatures répondant aux critères préalables d'éligibilité seront examinées notamment en fonction des critères suivants :

- Ambition du projet de jardin partagé ou collectif : adéquation au contexte urbain ou périurbain, impact attendu pour les habitants en matière d'alimentation et de lien social, prise en compte d'enjeux de développement durable, de transition agroécologique et climatique, d'alimentation et de biodiversité ;
- Richesse du partenariat : la démarche est-elle isolée ou s'intègre-t-elle en synergie avec d'autres partenaires locaux ?
- Qualité du dossier technique et financier : existence d'une étude de sol étayée, justification des demandes d'équipement ou d'aménagement, justification des coûts ;
- Maturité de la démarche proposée : compétences de l'équipe projet, qualité de la gouvernance, degré d'opérationnalité, viabilité sur le moyen terme ;
- Caractère innovant : sans que cela soit un critère obligatoire, les approches innovantes ou expérimentales sont encouragées.

#### ➤ **Déroulement de la sélection**

Après instruction par la DDTM de Seine Maritime, un comité de sélection composé de la DDTM, de la DDCS et des autres partenaires qui pourront être sollicités, rendra un avis et proposera un classement des projets déposés. Sur la base de ces informations, le préfet sélectionnera les dossiers qui pourront bénéficier d'une subvention dans la limite des crédits disponibles. Des échanges avec le comité de sélection de la mesure régionale « plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté » du ministère des Solidarités et de la santé permettront d'assurer l'articulation entre les deux dispositifs.

Des experts (Chambre d'agriculture, Conseil départemental, ANRU, etc.) pourront être sollicités en amont du comité de sélection.

#### ➤ **Annnonce des résultats**

La liste des lauréats sera publiée sur le site internet de la préfecture du département de Seine Maritime.

Les porteurs de projet et en cas de projet mené en coopération, les personnes coordinatrices seront parallèlement informées de la sélection ou non-sélection de leur projet.

Le projet sera suivi lors des comités régionaux de pilotage et de suivi des actions du plan de relance.

#### ➤ **Suivi et évaluation des projets sélectionnés**

Le porteur de projet s'engage à réaliser le projet pour lequel il demande la subvention dans un délai maximal de réalisation d'une année à compter de la notification de subvention pour réaliser les travaux et déposer une demande de paiement. Il présente un bilan de réalisation à la Préfecture dans ce délai.

En tout état de cause, les demandes de paiement doivent avoir été déposées auprès des services instructeurs avant le 11 octobre 2021.

## 5. Calendrier

<b>Ouverture de l'appel à candidatures</b>	01/03/21
<b>Clôture de l'appel à candidature</b>	12/04/21
<b>Examen des candidatures</b>	Par vagues successives en fonction du nombre de dossiers reçus
<b>Annnonce des résultats finaux</b>	Par vagues successives en fonction de l'examen des dossiers reçus et au plus tard le 11/05/21
<b>Signature des conventions</b>	Au fil de l'eau avec un délai maximum de 4 semaines après la sélection
<b>Date limite de transmission des demandes de paiement</b>	11/10/21

## 6. Dispositions générales pour le financement

Le budget global est de 17 Millions d'euros à engager en 2021 au niveau national. Pour le département de **Seine-Maritime**, le montant alloué est de **320 000 €**.

Les porteurs de projet sont invités à établir leur demande de budget tenant compte des contraintes de financement suivantes :

- Associations de jardins partagés ou collectifs (englobant jardins d'insertions, thérapeutiques, pédagogiques, de quartier, familiaux...) : taux d'aide maximum 80 % du coût global du projet ;
- Collectivités territoriales et leurs groupements : taux d'aide maximum 50 % du coût global du projet ;
- Bailleurs sociaux publics ou privés : taux d'aide maximum 50 % du coût global du projet.

Dans tous les cas, le montant de l'aide ne peut dépasser 30 000 €. Seuls les projets dépassant un minimum d'aides de 2000 € pourront être pris en compte.

Le financement est attribué sous forme de subventions d'investissement et de fonctionnement liées au projet déposé, dans le cadre d'une convention avec la Préfecture.

Pour les projets regroupant plusieurs partenaires, l'ensemble des subventions est versé à la structure porteuse du projet. Cette dernière est ensuite chargée de distribuer ces subventions entre tous les partenaires opérationnels faisant partie du partenariat. Elle devra rendre compte de cette distribution lors du suivi des projets.

## 7. Communication

Les structures subventionnées s'engagent à faire figurer à leurs frais, le logo de l'Etat et du plan de relance sur chacune des réalisations financées au moyen de panneaux ou de tout autre supports de communication.

Les porteurs de projets bénéficiant d'un site internet s'engagent à éditer un article valorisant le financement obtenu via le plan de relance sur leur site Internet et/ou dans leurs supports de communication.

Ces deux logos devront apparaître de manière lisible sur tous les documents produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet (publication, communication, information), pendant une durée minimale de 3 ans après signature de la convention.

## **8. Ressources et contacts**

Pour toute question sur un projet, se référer au site internet des services de l'Etat de la Seine-Maritime.

Service ressource :

DDTM de la Seine-Maritime -Service Economie Agricole

Contact : Chloé BAZUREAU (02-32-18-94-94) / Guillaume PISANESCHI (02-38-18-94-36)

Mel : [ddtm-sea-plan-relance@seine-maritime.gouv.fr](mailto:ddtm-sea-plan-relance@seine-maritime.gouv.fr)

L'objet du mail doit débiter par l'intitulé suivant :« AAP 2021 – Jardins partagés ou collectifs

## **ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES**

**Annexe 1 : Dossier de candidature à compléter et pièces justificatives à fournir**

**Annexe 2 : Tableau du budget prévisionnel**

**Annexe 3 : Déclaration des aides d'Etat sur 3 ans**